



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 17 – Du 22 au 28 avril 2022

En bref

Afghanistan : Des rapporteurs spéciaux de l'ONU demandent au gouvernement américain de débloquer les réserves de change afghanes. Distribution par le PAM et la Chine. Exportations de charbon et hausse de la production. Hausse des prix du gaz à Kaboul. Licence requise pour les bureaux de change.

Bangladesh : Le FMI révisé à 6,4% ses prévisions de croissance pour l'exercice en cours. Reprise du rythme annuel d'inflation à 6,22% en mars 2022. Reprise des exportations de biens sur les huit premiers mois de l'exercice 2021/22. Le Bangladesh vendra de la bande passante au Bhoutan.

Bhoutan : Déficit commercial record depuis cinq ans. Quatrième émission obligataire souveraine. Sous-exécution des dépenses au T3 2021/22.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : UBS réduit ses prévisions de croissance pour l'exercice 2023 à 7 %. *Politique monétaire* : Diminution des réserves de change et forte volatilité de la roupie. *Finances publiques* : Réduction de la taille de l'introduction en bourse de la LIC de 5% à 3,5%. Forte augmentation des subventions aux engrais. Les entreprises du secteur public et les sociétés coopératives interdites de participer à des appels d'offres pour des entreprises publiques. *Politique commerciale* : L'Inde et le Royaume-Uni espèrent conclure les négociations d'un ALE d'ici la fin de l'année. L'Inde vise 350 Mds USD d'exportations de services en 2022/23. Les négociations d'un ALE entre l'Inde et le Canada reprennent après cinq ans d'interruption. L'Inde et l'Iran pourraient entamer des discussions exploratoires pour reprendre le commerce du pétrole brut et des engrais. *Autres informations* : Visite de la présidente de la Commission européenne à New Delhi. Le Dr. Suman K Bery nommé vice-président de NITI Aayog.

Népal : Prévision de croissance de 5,84% pour le Bureau des statistiques. Diminution des promesses d'aide internationale. Nouvelles restrictions aux importations. Retour du gouverneur de la Banque centrale. Etude de la NRB : un nombre de banques excessif. Fermeture des applications et sites internet de paris et de cryptomonnaies. Hausse des émissions de permis d'alpinisme.

Pakistan : Le nouveau ministre des Finances, Miftah Ismail a obtenu du FMI une rallonge de 2 Mds USD au programme initial de Facilité élargie de 6 Mds USD. Le gouverneur de la SBP, le Dr. Reza Baqir, serait sur le départ. Les taux d'intérêt repartent à la hausse sur fonds d'incertitudes politiques et d'inquiétudes économiques. Le déficit courant se creuse à 13,2 Mds USD au cours des neuf premiers mois de l'exercice budgétaire. Le ministère des Affaires économiques lance une campagne de critiques contre la gestion de l'endettement par le gouvernement sortant d'Imran Khan. Le Pakistan réussit à sécuriser des cargaisons de GNL. Le ministre de la Planification demande instamment à ses partenaires chinois de confirmer leur engagement à entreprendre la construction de la ligne ferroviaire dorsale ML 1 prévue dans le cadre du CPEC.

Sri Lanka : Nouvelles mesures de contrôle des dépenses publiques. Sri Lanka placé en défaut sélectif par *Standard & Poor's*. Soutien de 600 M USD de la Banque mondiale pour des importations essentielles. Poursuite des fortes hausses de certains prix réglementés. Forte chute des cours suite à la réouverture de la Bourse de Colombo.

Afghanistan

Des rapporteurs spéciaux de l'ONU demandent au gouvernement américain de débloquer les réserves de change afghanes

Dans une déclaration, des [rapporteurs spéciaux de l'ONU, de toutes nationalités dont américaine pour certains](#), en ont appelé au gouvernement américain afin qu'il débloque, à des fins humanitaires, les 7 Mds USD de réserves de la Banque centrale afghane gelés à la Fed de New York. La population afghane constitue aujourd'hui le principal foyer dans le monde à se trouver en situation d'insécurité alimentaire urgente. Plus de 23 M d'Afghans nécessitent une assistance alimentaire et 95% de la population ne disposent pas d'une alimentation suffisante. Les inquiétudes sont particulièrement vives concernant les quatre millions de déplacés internes, au nombre desquels des minorités et plus de 3,5 M de personnes ayant cherché refuge dans les pays voisins.

Les experts estiment qu'il n'y a eu aucun progrès depuis la mise en place par le Conseil de sécurité d'exemptions aux sanctions pour raison humanitaire en décembre 2021. Les acteurs humanitaires sont confrontés à d'importantes difficultés opérationnelles en raison de l'incertitude résultant des politiques extrêmement conservatrices (« zéro-risque ») des banques et d'un souci de conformité par rapport aux sanctions jugé excessif. Les experts déplorent la décision américaine visant à maintenir le blocage des réserves afghanes et à en affecter une partie à l'indemnisation des familles des victimes du 11 septembre 2001. Enfin, Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies s'est déclaré préoccupé par le défaut de liquidités en Afghanistan qui pourrait avoir des « conséquences désastreuses » pour le peuple afghan.

Distribution par le PAM et la Chine

Le Programme Alimentaire Mondial a annoncé sur [Twitter](#) la livraison ce mois-ci d'aide sous forme de numéraire (3500 AFN soit 39,5 USD) et

d'aide alimentaire à 10 000 familles afghanes dans six provinces à Kaboul, Kandahar, Kunar, Farah, Herat et Faryab.

Le ministère des Réfugiés et Rapatriés du gouvernement taliban a en outre récemment distribué une aide humanitaire d'origine chinoise à 1 500 Afghans à Kaboul, composée de sacs de riz de 50 kg. Cette aide s'inscrit dans le cadre d'une enveloppe totale annoncée en septembre de 31,4 M USD et qui inclut de l'aide alimentaire, des fournitures pour l'hiver, des vaccins contre le Covid-19 ainsi que des médicaments. La Chine a déjà livré 6 220 tonnes d'aide alimentaire. Pour rappel, la Chine est l'un des premiers pays à s'être rapproché du gouvernement taliban après la chute de Kaboul l'été dernier, sans aller jusqu'à une reconnaissance formelle.

Exportations de charbon et hausse de la production

Le premier vice-Premier ministre a enjoint les autorités concernées à produire davantage de charbon et à en faire une priorité pour satisfaire les besoins en électricité. L'Afghanistan compte au moins quatre mines de charbon majeures et alors que les cours mondiaux de l'énergie sont en hausse, les exportations de charbon afghan à destination du Pakistan se seraient accélérées, selon la Chambre afghane des Industries et Mines.

Les exportations auraient augmenté de 16% au cours des sept derniers mois par rapport à la même période un an plus tôt mais les chiffres officiels quant au montant de ces exportations ne sont pas connus. Selon le ministère des Finances, les exportations le seraient principalement à destination du Pakistan, la hausse des prix du charbon australien ayant sans doute conduit ce pays à se tourner vers l'Afghanistan. En 2016 les réserves de charbon prouvées étaient estimées à 73 millions de tonnes, soit la 62^{ème} place dans le monde.

Hausse des prix du gaz à Kaboul

Les habitants de la capitale sont en ce moment confrontés à une hausse des prix du gaz qui atteint au moins 10 AFN (0,12 USD). Le gouvernement serait en discussion avec les

autorités iraniennes et celles des Etats d'Asie centrale pour importer davantage de gaz et satisfaire la demande.

Licence requise pour les bureaux de change

La Commission économique du gouvernement taliban, présidée par le premier vice-Premier ministre a confirmé la décision d'imposer une licence pour les bureaux de change. Ils devront l'acquérir pour 5 M AFN (57 150 USD) et fournir 50 M AFN en garantie. Toutefois ces exigences ont suscité l'opposition des professionnels du secteur. Pour la Banque centrale, cette stratégie vise à empêcher un trafic de devises hors du pays alors que l'Afghanistan doit faire face à une pénurie de devises (cf. *supra*). Il existerait dans le pays 4.000 entreprises de change manuel disposant d'une licence.

Bangladesh

Le FMI révisé à 6,4% ses prévisions de croissance pour l'exercice en cours

Dans le cadre du *World Economic Report* publié le 20 avril dernier, le FMI révisé légèrement à la baisse ses prévisions de croissance pour le Bangladesh.

Le PIB sur l'exercice budgétaire en cours clos le 30 juin prochain devrait progresser de 6,4% (contre 6,6% par rapport à la prévision d'octobre 2021) et l'exercice 2022/23 verrait la croissance remonter à 6,7 points (-0,2 points). Le PIB en volume a augmenté de 5% lors de l'exercice 2021.

Le ministère des Finances prévoit toujours une hausse respective de 7,2% et 7,5%. Fin mars, *Moody's* annonçait une prévision de croissance de 6% pour l'exercice en cours, portée à 6,5% en 2022/23. Ses notations restent inchangées.

Reprise du rythme annuel d'inflation à 6,22% en mars 2022

L'indice des prix à la consommation a repris en mars sa remontée observée depuis septembre dernier, après une pause en janvier.

Selon le Bureau des statistiques (BBS), l'inflation a atteint 6,22% en glissement annuel (« point to

point») en mars 2022 contre 6,17% en février dernier et 5,47% en mars 2021. L'indice des produits alimentaires s'établit à 6,34%, et celui des autres produits (principalement l'énergie et les transports) à 6,04%. C'est le plus haut niveau observé depuis 17 mois (6,44% en octobre 2020).

L'inflation en zone rurale atteint en glissement annuel 6,52% (tirée par la hausse des prix alimentaires à +6,71%), contre 5,69% dans les zones urbaines (+5,90% pour les prix non alimentaires).

En moyenne sur les douze derniers mois, la hausse des prix de détail est évaluée à 5,75% contre 5,63% un an plus tôt (avril 2020-mars 2021). Elle se situe au-dessus des prévisions budgétaires qui, en juin 2021, avaient retenu 5,3% pour l'exercice en cours. L'inflation est restée sous la barre des 6% annuels depuis 2015. Le FMI anticipe une inflation à 6,4% cette année.

Reprise des exportations de biens sur les huit premiers mois de l'exercice 2021/22

Selon l'*Export Promotion Bureau*, les exportations de biens se sont élevées à 33,8 Mds USD sur la période juillet-février 2022, en hausse de 31% en g.a. sur l'année précédente, avec un écart de +18% par rapport à la cible prévue.

A l'exception du jute, tous les secteurs enregistrent une progression sensible: la confection (27,5 Mds USD, +30%) domine (81% des exports), suivie par les produits agricoles (853 M USD, +28,6%), les articles de cuir (784 M USD; +29,4%), le jute (799 M USD, -7%) et les produits de la mer (320 M USD, +12%). Les produits des industries légères (534 M USD) ont vu leurs exportations progresser de 56%.

Les exportations se sont élevées à 37,9 Mds USD (dont 31,5 Mds USD de prêt-à-porter, soit 83%) sur l'exercice clos au 30 juin dernier, en progression de 20% sur un an, compensant ainsi une chute de 17% en FY2020.

La cible d'exportations de biens pour FY 2021/22 s'élève à 43,5 Mds USD, en hausse de 11%, et celle des services de 6,62 Mds USD (+14%), pour des recettes globales attendues à quelque 51 Mds USD.

Dans le cadre du *programme Export Policy 2021-24*, le gouvernement a retenu une cible

d'exportations de biens et services de 80 Mds USD sur l'exercice 2023/24.

Le Bangladesh vendra de la bande passante au Bhoutan

Le Bhoutan a confirmé l'achat de 10 Gbps (Gigabits seconde) de bande passante internet au Bangladesh.

La société publique *Bangladesh Submarine Cable Company Ltd* s'est engagée à poser un câble de fibre optique jusqu'au poste frontière d'Akhaura/Agartala, qui sera prolongé via Guwahati en Inde puis Samdrup Jongkhar.

Par ailleurs, l'Inde vient de doubler à 20 Gbps son achat de bande passante destiné à desservir l'Etat de Tripura dans le nord-est du pays, via Agartala. Le Bangladesh est fournisseur de l'Inde depuis 2016.

Le pays a une capacité globale de 3346 Gbps pour une demande intérieure de 2496 Gbps, et la BSCCL s'apprête à lancer un 3^{ème} câble sous-marin d'une capacité de 13.000 Gbps.

Bhoutan

Déficit commercial record depuis cinq ans

Le déficit commercial bhoutanais atteint 32,2 Mds BTN (420 M USD) en 2021, un record en cinq ans. Les exportations se sont élevées à près de 58 Mds BTN (757 M USD) tandis que les importations ont atteint 90,2 Mds BTN (1,2 Mds USD). Avec l'assouplissement des mesures sanitaires, les exportations ont progressé de 20% par rapport à 2020 contre 35% pour les importations. Le commerce extérieur bhoutanais semble se normaliser après le choc de la pandémie puisque les exportations et importations augmentent de 22% et 31% par rapport à 2019. Les principaux produits exportés sont l'électricité (42% du total), le ferrosilicium (21%) et la roche (4,3%). Côté importations les principaux produits sont : le carburant (7%), le matériel de traitement de l'information (5%) et le coke et semi-coke (3%).

M USD	2019 (1)	2020 (2)	2021 (3)	2/1	3/1	3/2
Exports	620	630	757	1,6%	22%	20%
Imports	902	870	1178	-3,6%	31%	35%
Déficit	-282	-240	-421	+15%	49%	75%

Quatrième émission obligatoire souveraine

Le gouvernement a émis une obligation souveraine de 1,5 Md BTN (19,6 M USD) de maturité sept ans. Il s'agit de la quatrième obligation souveraine du Bhoutan depuis la première émise en septembre 2020. Jusqu'ici le gouvernement avait levé 8,2 Mds BTN (107 M USD et 3,4% de la dette bhoutanaise). L'émission de cette quatrième obligation a été bien accueillie avec une sursouscription de plus de 200%, les soumissions des 21 souscripteurs ayant atteint 4,25 Mds BTN. Le coupon annuel a été fixé à 3%.

Sous-exécution des dépenses au T3 2021/22

Selon les données publiées par le Département du Budget National (DNB), seules 38% des dépenses budgétaires ont été mobilisées à la fin du troisième trimestre de l'exercice en cours (juillet-juin). Seuls 16,3 Mds BTN (213 M USD) sur les 42,7 Mds BTN (557 M USD) ont été dépensés. Selon les autorités, les restrictions sanitaires liées au Covid-19 sont les principales responsables du ralentissement des activités et donc des dépenses. Ce phénomène devrait se normaliser au quatrième trimestre avec le relâchement des contraintes sanitaires. Toutefois, lors de l'exercice précédent, 71% du budget avait été utilisé à la fin du T3 2020/21.

Inde

Indicateurs macro-économiques

UBS réduit ses prévisions de croissance pour l'exercice 2023 à 7 %

UBS a réduit de 0,70 point de pourcentage les prévisions de croissance du PIB de l'Inde pour 2022/23, les ramenant à 7 %. Elle motive cette révision par l'incidence des prix élevés des

matières premières et du ralentissement de la croissance économique mondiale. Elle estime que la répercussion de cette hausse sur l'économie réelle affectera le pouvoir d'achat des ménages et réduira les marges bénéficiaires des entreprises, tout en limitant l'espace budgétaire disponible pour les investissements. La hausse des cours du pétrole brut creuse les déficits commercial et courant du pays, car l'Inde satisfait plus de 80 % de sa consommation de pétrole par des importations. La hausse pèse également sur le cours de change de la roupie, aggravant ainsi l'inflation importée.

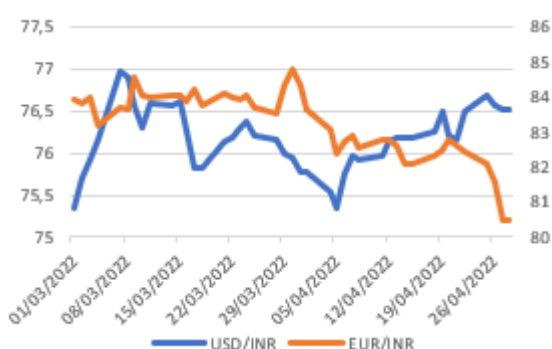
Politique monétaire

Diminution des réserves de change et forte volatilité de la roupie

Les réserves de change de la Banque centrale indienne (RBI) ont été ramenées de près de 632 Mds USD au 1^{er} avril à 604 Mds USD au 15 avril, soit une diminution de 4,6%. Cette tendance signale des interventions de la RBI sur le marché des changes pour contrecarrer la dépréciation de la roupie. Les réserves restent largement suffisantes puisqu'elles couvrent près de treize mois d'importations, sur la base des importations de 2021.

La monnaie s'est dépréciée de 76,20 le 20 avril jusqu'à 76,69 INR pour un USD au 25 avril et se stabilise à 76,53 au 28 avril, ce qui induit des interventions de la RBI. En parallèle, la roupie s'est appréciée par rapport à l'euro entre le 20 et le 28 avril de 2,8% et de 3,8% depuis le début du mois. L'appréciation de la roupie par rapport à l'euro ne doit pas faire illusion, dans la mesure où elle reflète essentiellement la dépréciation de la monnaie unique par rapport au dollar.

Taux de change USD/INR (bleu) et EUR/INR (orange)



Finances publiques

Réduction de la taille de l'introduction en bourse de la LIC de 5% à 3,5%

Le conseil d'administration de la *Life Insurance Corporation of India* (LIC) aurait approuvé une réduction de la taille de l'émission de son offre publique initiale (IPO), qui pourrait avoir lieu début mai, ramenée de 5 % à 3,5 % de son capital compte tenu des conditions de marché agitées.

LIC vise à lever 210 Mds INR sur les marchés, ce qui valoriserait l'assureur à 6 000 Mds INR. Toutefois, la vente sera soumise à l'approbation du *Securities and Exchange Board of India* (SEBI). Initialement, le gouvernement prévoyait d'introduire la LIC en bourse en 2021/22, mais a dû retarder la cession après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La mauvaise orientation des marchés boursiers indiens explique en partie la volonté du gouvernement de réduire l'ampleur de l'IPO.

Forte augmentation des subventions aux engrais

Le Cabinet de l'Union a approuvé mercredi une subvention supplémentaire de 200 Mds INR pour les engrais à base de phosphate (*P&K fertiliser*), portant le total des subventions pour cette catégorie d'engrais à 610 Mds INR (8 Mds USD).

Si la décision du gouvernement peut être interprétée comme une palinodie, dans la mesure où il avait annoncé par la voix de la ministre des Finances, lors de la présentation du budget pour l'exercice 2022/23, une baisse de 35% des subventions en les ramenant à 420 Mds INR, il n'en est rien. Dans un contexte où la hausse des prix des produits alimentaires est déjà élevée (près de 8% en mars), l'incidence de la dérive des prix des fertilisants et la perspective d'une mauvaise récolte, notamment de kharif risquent d'accentuer les tensions inflationnistes déjà croissantes. En prenant cette décision, le gouvernement cherche également à protéger les agriculteurs de toute charge supplémentaire imputable à la forte augmentation du coût des intrants au niveau mondial.

Les entreprises du secteur public et les sociétés coopératives interdites de participer à des appels d'offres pour des entreprises publiques

Un mémorandum publié par le Département de l'investissement et de la gestion des actifs publics (DIPAM) à l'intention de tous les ministères et départements gouvernementaux indique que les entreprises du secteur public, les gouvernements des Etats fédérés et les sociétés coopératives contrôlées par le gouvernement ne sont plus autorisés à se porter contrepartie dans le cadre de cessions stratégiques ou de la privatisation d'entreprises publiques (PSU), à moins d'une approbation notifiée du gouvernement central.

Cette mesure est considérée comme la preuve de la volonté du gouvernement central de se retirer des secteurs qui ne sont pas considérés comme stratégiques et à offrir de nouvelles opportunités d'investissement au secteur privé, afin de permettre l'infusion de capitaux privés, de technologie, d'innovation et de meilleures pratiques de gestion.

Politique commerciale

L'Inde et le Royaume-Uni espèrent conclure les négociations d'un ALE d'ici la fin de l'année

Erigé comme priorité, le futur accord de libre-échange en cours de négociations a été évoqué à l'occasion de la visite du Premier ministre britannique les 20 et 21 avril. Ce déplacement, reporté par deux fois en janvier et avril 2021, a permis aux deux dirigeants de réaffirmer, à quelques jours du lancement du troisième tour des négociations, leur volonté d'aboutir à un accord global avant la fin de l'année afin de doubler le commerce bilatéral d'ici 2030. [Un long communiqué](#) détaille les annonces faites et perspectives d'accords, essentiellement dans les domaines du commerce et de la science (avec le chiffre mis en avant d'un milliard de livres d'échanges et d'investissements croisés) sans pour autant préfigurer d'avancées majeures.

Toutefois, la signature d'un accord complet d'ici la fin de l'année 2022 semble un projet ambitieux, à moins que les deux parties ne consentent à faire des concessions à l'occasion du troisième tour des négociations entamé cette

semaine. La signature d'un accord intérimaire semble quant à lui plus crédible.

L'Inde vise 350 Mds USD d'exportations de services en 2022/23

L'Inde a relevé son objectif d'exportations de services de 300 à 350 Mds USD pour l'exercice 2022/23, contre 250 Mds USD lors de l'exercice 2021/22, ce qui représenterait une augmentation voisine de 40%.

Ce nouvel objectif, justifié par une performance record lors de l'exercice précédent en dépit des effets de la pandémie, a été annoncé par le ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Piyush Goyal, lors d'une réunion avec les professionnels des secteurs des transports, de l'hôtellerie et des activités de loisirs notamment.

Les négociations d'un ALE entre l'Inde et le Canada reprennent après cinq ans d'interruption

L'Inde et le Canada ont repris les négociations en vue d'un accord de libre-échange (ALE) la semaine dernière, après une longue interruption de cinq ans. Les deux pays souhaitent tout d'abord conclure un accord commercial provisoire afin de stimuler le commerce et les investissements bilatéraux. Ils sont convenus d'intensifier leurs efforts pour garantir l'accès au marché des produits agricoles indiens, tels que le maïs doux, le maïs nain et la banane, etc. Le Canada doit également examiner rapidement la demande de statut d'organisme de vérification de la conformité présentée par l'*Agricultural and Processed Food Products Export Development Authority (APEDA)*, afin de faciliter l'exportation de produits biologiques indiens.

Le terrain était préparé pour la reprise des négociations après que le ministre du commerce et de l'industrie, Piyush Goyal, se fut entretenu avec son homologue canadienne Mary Ng le mois dernier, dans le cadre du Cinquième dialogue ministériel sur le commerce et l'investissement.

L'Inde et l'Iran pourraient entamer des discussions exploratoires en vue de reprendre le commerce du pétrole brut et des engrais

Selon les médias, l'Inde et l'Iran pourraient bientôt entamer des discussions exploratoires sur la reprise du commerce bilatéral de produits

tels que le pétrole brut et les engrais, qui font l'objet de sanctions américaines depuis 2019, alors que l'Iran et les États-Unis tentent d'accélérer les discussions sur la relance de l'accord nucléaire iranien de 2015. Une équipe de haut niveau de l'Iran, composée de hauts fonctionnaires et de représentants d'entreprises du secteur public, pourrait se rendre prochainement à New Delhi pour des entretiens avec des responsables du ministère des Affaires étrangères.

Les importations de pétrole et de produits pétroliers en provenance d'Iran se sont tarées en mai 2019, consécutivement à l'annonce par les États-Unis de la levée de l'exemption des sanctions.

Autres informations

Visite de la présidente de la Commission européenne à New Delhi

Invitée d'honneur du *Raisina Dialogue* – conférence phare du gouvernement en matière de politique étrangère – Mme Ursula von der Leyen s'est rendue à Delhi les 24 et 25 avril.

Au cours de sa visite, elle s'est entretenue avec le Premier ministre indien, M. Narendra Modi, avec lequel elle a abordé les conséquences économiques de la guerre en Ukraine. Les deux dirigeants ont également convenu de relancer les négociations sur un accord de libre-échange et de créer un conseil conjoint sur le commerce et la technologie.

Les échanges s'intensifient depuis le début du mois. Le secrétaire d'État indien au Commerce s'est ainsi rendu à Bruxelles tandis qu'une délégation de sept députés européens de la Commission du Commerce international a fait le voyage en Inde du 11 au 13 avril derniers. Ces différents déplacements ont permis aux deux parties de réaffirmer leur volonté de relancer les négociations, sans pour autant aboutir à des avancées majeures.

Le Dr. Suman K Bery nommé vice-président de NITI Aayog

Le 22 avril, M. Suman K. Bery, 73 ans, a été nommé par le gouvernement central Vice-

président du think tank proche du pouvoir NITI Aayog, successeur de la Commission de planification. M. Bery prendra ses fonctions le 1^{er} mai 2022 et succède à M. Rajiv Kumar, VP de NITI Aayog depuis 2017, lequel avait présenté sa démission. Suman K. Bery est un économiste de renom, chercheur et auteur.

Diplômé de l'université de Princeton, M. Bery a passé 28 ans à la Banque mondiale, dont plus de dix ans consacrés à l'Amérique latine. Il a également été membre du Conseil économique du Premier ministre et de la Commission nationale des statistiques ainsi que Directeur indépendant (non-exécutif) au Conseil d'administration de la State Bank of India, première banque publique indienne. Enfin M. Bery est membre d'autres *think tanks* dont le *MasterCard Center for Inclusive Growth* et le *Woodrow Wilson Center for International Scholars* à Washington.

Népal

Prévision de croissance de 5,84% pour le Bureau des statistiques

Le Bureau des statistiques népalais prévoit une croissance du PIB de 5,84% en 2021/22. Cette estimation est bien supérieure aux dernières prévisions de la Banque mondiale (3,7%), de la Banque asiatique de développement (3,9%) et du FMI (4,1%). Le gouvernement maintient de son côté un objectif de croissance devenu irréaliste : 7% du PIB. Le Bureau des statistiques estime également le PIB par habitant pour 2021/22 à 1 362 USD, contre 1 239 pour l'exercice précédent, soit une progression de 9,9%.

Diminution des promesses d'aide internationale

Selon le ministère des Finances, les engagements des bailleurs multilatéraux au cours des huit premiers mois de l'exercice budgétaire 2021/22 (mi-juil. – mi-juin) ont diminué de 32,7% en glissement annuel. Le Népal a reçu 126,1 Mds NPR (1 Md USD) d'aide au cours de cette période contre 187,4 Mds NPR (1,5 Md USD) un an plus tôt. Pour les huit premiers mois de 2021/22, 92,5% de l'aide est composée de prêts

concessionnels et le reste de subventions, l'aide du FMI compte pour 37% du total contre 22% pour la Banque asiatique de développement et 17% pour la Banque mondiale. La diminution de l'aide s'expliquerait par l'allègement des restrictions sanitaires et la reprise de l'économie. Toutefois, la diminution des aides, conjuguée à celle des recettes publiques résultant de la contraction des importations de 35% en glissement annuel au cours des six premiers mois de l'exercice 2021/22 (les taxes sur les importations représentent 47% du total des recettes publiques) pourrait contraindre les finances publiques népalaises.

Nouvelles restrictions aux importations

Le gouvernement a interdit l'importation d'une dizaine de biens de luxe ou non-essentiels, dont certains véhicules et véhicules électriques, des liqueurs, des téléviseurs, des jeux et jouets. Cette mesure intervient pour contrecarrer la diminution des réserves de change du pays. Ces restrictions dureront jusqu'en juillet prochain. Auparavant, la Banque centrale (NRB) avait publié des directives interdisant aux banques d'émettre des lettres de crédit pour les importateurs népalais de biens de luxe et en mars la NRB avait réduit les quotas d'importations d'or à 10 kg. Les réserves de change du Népal sont passées de 1390 Mds NPR (11,3 Mds USD) mi-juillet 2021 à 1170 Mds NPR (9,5 Mds USD) mi-mars 2022 et couvrent désormais les importations de marchandises prévues pour 7,2 mois, et les importations de marchandises et de services à hauteur de 6,6 mois.

Retour du gouverneur de la Banque centrale

Suite à sa décision d'invalider la suspension du gouverneur de la Banque centrale, M. Maha Prasad Adhikari, la Cour Suprême a réinstallé le gouverneur sans ses fonctions après une semaine de suspension. M. Adhikari a annoncé n'entretenir de rancœur envers personne.

Pour rappel, le gouvernement népalais avait suspendu le gouverneur Adhikari en raison de désaccords avec le ministre des Finances, Janardhan Sharma sur fonds de divergences d'opinion à la suite de la diminution des réserves

de change et de l'état actuel de l'économie népalaise.

Etude de la NRB : un nombre excessif de banques népalaises

Une récente étude de la Banque centrale népalaise (NRB) intitulée *Number of Banks and Financial Institutions in Nepal* estime le nombre optimal de banques commerciales entre 11 et 15, contre 27 actuellement. Le nombre de banques commerciales et institutions financières avait déjà été réduit par un mouvement de fusions favorisé par un règlement de 2011. L'étude de la NRB montre que le réseau bancaire népalais est moins concentré que dans d'autres économies similaires, la très forte concurrence engendrant des dérives. Dès 2012, dans son Rapport de mission Article IV, le FMI ciblait le trop grand nombre de banques et d'institutions financières, qui favorisait une hausse incontrôlée du crédit et empêchait une régulation efficace de la part de la Banque centrale, laquelle pâtissait elle-même d'un manque de moyens et de capacités. Les conclusions du Fonds sur ces points avaient été reprises dans le dernier Rapport de mission Article IV de 2020. Pour rappel, le nombre excessif de banques les conduit à se livrer à une guerre des prix et à concourir à l'emballement du cycle du crédit.

Fermeture des applications et sites internet de paris et de cryptomonnaies

La *Nepal Telecommunications Authority* a annoncé la fermeture des sites internet et applications comprenant de la cryptomonnaie. Il s'agit d'une mesure visant à inciter les travailleurs migrants à rapatrier leurs fonds via les canaux officiels. En effet, alors que la pandémie avait asséché les canaux non officiels, l'assouplissement des restrictions a conduit à la reprise de ces canaux et mécaniquement à la diminution des transferts de migrants enregistrés au crédit du compte courant. Les transferts de travailleurs migrants au cours des six premiers mois de l'exercice 2021/22 ont reculé de 5,5% en glissement annuel.

Hausse des émissions de permis d'alpinisme

Le Département du Tourisme a émis [886 permis](#) d'alpinisme pour la saison touristique à venir et collecté 448 M NPR (3,7 M USD) de redevances, le nombre de permis étant ainsi en hausse de 22,5% par rapport à l'année dernière. Toutefois les redevances diminuent de [18%](#). Selon le Département, 15% des alpinistes proviennent des Etats-Unis, 12% du Royaume-Uni, 6,6% d'Inde et 5,3% de France. Le tourisme contribuait à 6,7% du PIB et à 6,9% de l'emploi au Népal en 2019, selon le [Bureau des statistiques](#).

Pakistan

[Le nouveau ministre des Finances, Miftah Ismail a obtenu du FMI une rallonge de 2 Mds USD au programme initial de Facilité élargie de 6 Mds USD](#)

Au terme d'un voyage éclair à Washington, le ministre des Finances a rencontré à sa demande la Directrice adjointe du FMI, Mme Antoinette Sayeh pour plaider le maintien du programme de Facilité élargie (EFF) et obtenir une enveloppe complémentaire de 2 Mds USD. Pour autant, les exigences du Fonds demeurent d'actualité avec notamment le retrait de toute subvention aux prix de l'énergie et le retour à un quasi équilibre du solde primaire du compte courant.

[Le gouverneur de la SBP \(State Bank of Pakistan\), Dr. Reza Baqir serait sur le départ](#)

Le nouveau Gouvernement de coalition semble s'orienter vers un changement à la tête de la Banque centrale. La réforme portant modification des statuts de la SBP est bien entrée en vigueur mais tant le caractère inamovible que la possible reconduction pour un second mandat de 5 ans, ne seraient applicables à l'actuel détenteur de la fonction.

Reza Baqir, depuis sa prise de fonctions à l'été 2019, en pleine crise financière sur fond de risque d'insolvabilité (les réserves de la SBP s'étaient effondrées à moins de 40 jours d'importations) laissera un bilan empreint de rigueur et surtout aura su regagner la confiance des bailleurs bilatéraux et multilatéraux. Il aura aussi

contribué à réduire les points de divergence avec les partenaires étrangers au sein du GAFI, sans toutefois parvenir à sortir le Pakistan de la liste grise.

[Les taux d'intérêt repartent à la hausse sur fond d'incertitudes politiques et d'inquiétudes économiques](#)

Le principal taux interbancaire, KIBOR (*Karachi Interest Borrowing rate*) a atteint hier en fin de séance 14,10%, au plus haut depuis 13 années. Malgré l'annonce d'une aide supplémentaire du FMI et en dépit d'un horizon politique plus dégagé, les experts tablent sur un ralentissement de la croissance et surtout doivent intégrer la remontée très forte du taux d'intervention de la SBP qui a été relevé de 250 points de base pour s'établir à 12,25%. Avec une inflation qui ne faiblit pas à 12,7% sur 12 mois glissants, l'investissement risque d'être très pénalisé.

[Le déficit courant se creuse à 13,2 Mds USD au cours des neuf premiers mois de l'exercice budgétaire, contre un excédent de 994 M USD au cours de la même période de l'année précédente](#)

Pour le seul mois de mars, le déficit courant s'établit à 1 Md USD, confortant la tendance observée depuis plusieurs mois, sur fond d'incertitudes politiques et de tensions économiques mondiales. Pour autant, hors facture énergétique, le solde serait positif, soulignant ainsi l'impact considérable de la facture énergétique dans le déséquilibre de la balance des paiements courants. Les projections réalisées par la SBP indiquent que le déficit mensuel pour le dernier trimestre de l'année fiscale pourrait se stabiliser à 1 Md USD, portant ainsi le déficit cumulé à 16 ou 17 Mds USD sur l'ensemble de l'exercice budgétaire.

Pour autant, la croissance soutenue des exportations (+28%) en un an n'a pas pu compenser l'explosion des importations (+49,1%), essentiellement générée par la hausse des cours mondiaux de l'énergie, d'où un déficit commercial de 35,5 Mds USD, en hausse de 70,7%. Même les transferts des migrants qui s'établissent à un niveau record (32,3 Mds USD) n'ont pu effacer l'incidence des échanges extérieurs sur le solde de la balance courante.

Le ministère des Affaires économiques (EAD) lance une campagne de critiques contre la gestion de l'endettement par le gouvernement sortant d'Imran Khan

Selon le Ministère, les finances publiques auraient été sous perfusion grâce aux prêts étrangers qui auraient atteint 57 Mds USD au cours du mandat d'Imran Khan, dont 15 Mds USD au cours des seuls neuf premiers mois de l'année fiscale (juillet 2021- mars 2022).

Toujours selon cette source, le recours à l'emprunt aurait été uniquement destiné à combler le déficit budgétaire et à reconstituer les réserves de la Banque centrale. La ventilation des emprunts octroyés se répartirait entre 31 Mds USD pour absorber la dette publique externe et 26 Mds USD au titre des remboursements d'échéances.

L'endettement consolidé en juin 2018 s'établissait à 75,3 Mds pour atteindre fin décembre 2021, 102,3 Mds USD. L'ancien ministre des Finances conteste cette analyse et rappelle que l'endettement externe consolidé représentait 71,5 % du PIB à l'arrivée du Premier ministre Imran Khan contre 66% à ce jour.

Le Pakistan réussit à sécuriser des cargaisons de GNL au terme d'appels d'offres très tendus

Total Energies a été déclaré adjudicateur pour quatre appels d'offres sur six pour la fourniture de GNL dont le pays a besoin de façon très urgente en raison des impasses récurrentes sur les précédentes adjudications, faute d'autorisation des autorités due pour partie aux cours trop élevés sur le marché spot.

Total Energie a gagné le premier appel d'offres pour une livraison attendue les 1^{er} ou 2 mai avec un prix de 29,67 USD par mm btu contre 29,79 USD par mm btu pour Vitol. Pour les échéances des 17 mai, 27 mai et 16 juin, Total sort à nouveau vainqueur avec des prix de référence respectifs de 31,77 USD puis 26,87 USD et enfin 29,04 USD. Pour mémoire, les prix du GNL s'établissaient sur le marché spot en janvier 2020 à 3,75 USD mm btu.

Le ministre de la Planification demande instamment à ses partenaires chinois de confirmer leur engagement à entreprendre la construction de la ligne ferroviaire dorsale ML 1 prévue dans le cadre du CPEC

Le nouveau ministre de la Planification, M. Ahsan Iqbal s'est entretenu avec la Chargée d'affaires a.i de l'ambassade de Chine sur ce délicat dossier. Annoncé sous le gouvernement de Nawaz Sharif dès 2016, cet ambitieux projet doit permettre de remettre le transport ferroviaire au centre de la nouvelle politique des transports du Pakistan. Longue de 1781 km et reliant Peshawar à Karachi via Islamabad, Lahore, Multan et Hyderabad, le projet estimé initialement à 9 Mds USD puis revu à 6,9 Mds USD, devait être lancé dès 2018 sur financement lié dans le cadre du CPEC (*China Pakistan Economic Corridor*). Faute de financement de la part locale mais aussi face aux nombreux recours en perspective dans les procédures d'expropriation, le projet a été totalement interrompu. Les arriérés de paiement aux principaux IPPs (*Independent Power Plants*) estimés par la partie chinoise à 300 Mds PKR (1,6 Md USD), qui ont entraîné l'arrêt de 1980 MW de génération électrique (sur un parc disponible de 19000 MW et installé de 32 000 MW), contribuent encore aux attermoissements chinois.

Sri Lanka

Nouvelles mesures de contrôle des dépenses publiques

Face à la crise économique qui frappe Sri Lanka, le ministère des Finances a émis une circulaire le 26 avril qui vise au contrôle strict des dépenses des administrations et entreprises publiques. Elle confirme les circulaires précédentes visant entre autres à contrôler les dépenses de carburant, communication, eau et électricité, suspendre la construction de bâtiments, les missions à l'étranger, éviter de nouveaux engagements relatifs à des programmes de développement et programmes sociaux, soumettre certaines indemnités à l'approbation du Conseil des ministres.

La circulaire liste par ailleurs des restrictions supplémentaires : suspension, interruption et révision à la baisse, autant que faire se peut, de projets non débutés ou en cours, y compris ceux contenus dans les annonces du budget ; restriction des acquisitions de terre et autres actifs sans approbation spécifique ; révision et suspension de la fourniture de biens et autres équipements pour les programmes d'investissement public, révision et suspension des prêts concessionnels et assistance financière fournis en dehors du système bancaire ; suspension des nouveaux recrutements ; suspension des indemnités, programmes sociaux et de développement, subventions non approuvées par le Conseil des ministres, révision de ces programmes afin de les limiter aux bénéficiaires qui en ont le plus besoin ; limitation des paiements non salariaux, remboursements des frais, avances accordées aux fonctionnaires ; limitation de l'usage des fournitures de bureau et imprimantes ; contrôle et limitation de la rémunération des heures supplémentaires ; suspension de toutes les dépenses pouvant être jugées non nécessaires ou de moindre priorité (cérémonies, séminaires, etc.).

La circulaire intime de ne pas engager de dépenses sans provisions correspondantes et, sauf approbation du Trésor, de ne pas réallouer des provisions non utilisées à d'autres dépenses.

Sri Lanka placé en défaut sélectif par *Standard & Poor's*

Après que Sri Lanka n'a pu honorer le paiement d'un coupon de 78 M USD le 18 avril dernier correspondant à deux obligations de 1,25 Md USD arrivant à échéance en 2023 et 2028, S&P est la première agence de notation à dégrader la note du pays en tant qu'émetteur de dette en devises à l'échelon « défaut sélectif » (SD). Dans la mesure où les autorités sri lankaises ont décidé de suspendre le service de la dette extérieure le 12 avril dernier, le pays devrait être dégradé par S&P à l'échelon « défaut » (D) après une période de grâce de 30 jours suivant le défaut de paiement du 18 avril.

La notation de la dette en roupies est réaffirmée à CCC- pour la dette à long terme et C pour la dette à court terme. L'agence souligne le risque

d'un non-paiement ou d'une restructuration de cette dette dans le contexte actuel. Elle est en effet d'avis que la dette en roupies de Sri Lanka soit restructurée afin de permettre au pays de retrouver une situation budgétaire soutenable, dans la mesure où celle-ci représente plus de 50% du total de la dette publique et le seul paiement de ses intérêts entame la plus grande partie des recettes publiques.

Soutien de 600 M USD de la Banque mondiale pour des importations essentielles

D'après le service de communication du Président, la Banque mondiale aurait accepté de fournir une aide d'urgence de 600 M USD à Sri Lanka (dont 400 M USD seraient accordés dans un premier temps), provenant de prêts déjà approuvés et de la réallocation de facilités existantes, permettant de financer l'importation de produits essentiels (médicaments et équipements médicaux, produits alimentaires, gaz).

Poursuite des fortes hausses de certains prix réglementés

L'entreprise publique LITRO a obtenu la hausse du prix du gaz de cuisson de près de 80% afin de couvrir ses pertes, qui atteignent 250 M LKR par jour d'après son Président et ont crû, du fait de la hausse des cours de l'énergie sur les marchés internationaux et de la forte dépréciation de la roupie depuis début mars (-40% par rapport au dollar). Le cylindre de 2,3kg atteint 910 LKR (+404 LKR), le cylindre de 5kg 1945 LKR (+874 LKR) et le cylindre de 12,5kg 4860 LKR (+2185LKR). Le prix du gaz de cuisson, par ailleurs marqué par des pénuries importantes, a ainsi augmenté de près de 225% depuis le début du T4 2021, après une première hausse dans des proportions similaires en octobre 2021.

La hausse des prix de l'énergie pourrait aussi concerner l'électricité : la compagnie nationale d'électricité CEB a renouvelé sa demande d'augmentation des tarifs, qui n'ont pas changé depuis 2014, au régulateur. L'entreprise, qui vend actuellement le kWh pour 17 LKR en moyenne contre un coût de production de 53 LKR, prévoit une hausse de ses coûts de 155% en 2022 et accumule des pertes colossales. Parallèlement à

l'énergie, le prix d'un sac de ciment importé de 50kg a été augmenté de 21,3%. Le ministère de la Santé envisage par ailleurs des révisions régulières des prix encadrés des médicaments. Ces hausses des prix réglementés alimentent la hausse générale des prix (l'inflation atteignait 21,5% en g.a. en mars à l'échelle nationale).

Forte chute des cours suite à la réouverture de la Bourse de Colombo

Après une fermeture du *Colombo Stock Exchange* la semaine du 18 avril afin de laisser aux acteurs économiques le temps d'apprécier les effets de l'annonce de la suspension du service de la dette extérieure par Sri Lanka, la Bourse a rouvert le lundi 25. La réouverture a aussitôt été marquée par la chute des cours : l'indice *All Share Price Index* a chuté de près de 8% à deux reprises, tombant à son plus bas depuis mars

2021 et déclenchant à chaque fois un arrêt des échanges.

La capitalisation totale a diminué de 600 Mds LKR (1,7 Md USD) en deux jours pour tomber sous le seuil de 3 000 Mds LKR (8 Mds EUR). Si la cote a remonté les mercredi 27 et jeudi 28 avril (+10,6% en cumulé), suite à l'annonce d'un soutien de la Banque mondiale à Sri Lanka, l'indice ASPI est de 43,5% inférieur à son plus haut mi-janvier 2022, après une année 2021 caractérisée par de nombreux records (hausse de l'ASPI de 80,5% et de la capitalisation boursière de 85,4%) mais aussi par le désengagement des investisseurs étrangers (flux nets sortants de 246 M USD). Avec la chute des actions, les flux nets entrants depuis l'étranger sont néanmoins redevenus positifs ces derniers jours.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Ca	Stable	CC	Négative	C	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international